

constate que le développement du commerce et du revenu du pays, mentionné dans le discours du trône en termes si pompeux—développement mentionné dans des termes que nous avons écoutés avec un grand plaisir, sinon avec satisfaction—n'est pas un fait dont le gouvernement doit s'enorgueillir. Mon honorable ami qui a appuyé la présente adresse, est remonte jusqu'à l'année 1896, qu'il prend comme le point de départ de la prospérité actuelle du pays.—point de départ coïncidant avec l'avènement au pouvoir de mon honorable ami, le secrétaire d'Etat, et de mon très honorable ami, le ministre de l'Industrie et du Commerce. Il nous a dit que c'est à partir de cette date que la prospérité a commencé à se faire sentir en Canada. Cette préteution tend à faire croire qu'antérieurement à cette date, bien que le parti conservateur ait été virtuellement l'initiateur; le parti qui ait créé les bases de notre prospérité; qui ait construit notre édifice politique et social. D'après mon honorable ami, jusqu'à 1896, le pays n'a été gouverné que par des lilliputiens, des pygmées, comparativement aux hommes d'Etat que nous possédons aujourd'hui. Si, comme le prétend mon honorable ami, le pays doit sa prospérité actuelle au génie de nos hommes d'Etat actuels, il semble que, en présence de la crise commerciale qui nous menace aujourd'hui, ces mêmes hommes d'Etat—ces sorciers, ces magiciens, ces conjurateurs du parti libéral—de lever leur baguette magique et de dissiper les nuages qui flottent aujourd'hui, au-dessus du monde des affaires. S'ils réussissent à dissiper ces nuages: si les temps durs dont nous sommes les victimes, particulièrement dans l'ouest du Canada, sont améliorés grâce à leur habileté, nous leur attribuerons alors tout le mérite qu'ils réclament, c'est-à-dire la prospérité qu'ils nous annoncent pompeusement depuis si longtemps. Mais jusqu'à ce qu'ils aient accompli cette promesse, et qu'ils nous aient sortis de la crise actuelle, je resterai certainement un incroyant.

Un autre sujet méritant notre attention, et que je trouve dans le premier article de l'adresse est ce qui peut être considéré comme étant la politique financière du gouvernement contre sa politique fiscale. Aucune autorité financière en matière de banque n'approuvera la manière dont le gouvernement dépense son revenu. Dans le discours du trône le gouvernement se vante

Hon. M. LOUGHEED.

d'avoir prélevé un revenu tellement considérable, qu'il a été en état non seulement de faire face aux dépenses portées au débit du compte du revenu consolidé, mais aussi aux dépenses portées sur le compte du capital pour la construction du chemin de fer national transcontinental, et d'avoir appliqué une balance de trois millions à la réduction de la dette publique. Qui peut oublier le temps où mon honorable ami, le ministre de l'Industrie et du Commerce avait l'habitude de dénoncer les surplus annoncés par le gouvernement?

L'honorable sir RICHARD CARTWRIGHT: C'est une habitude que je n'ai jamais eue. C'est sir Charles Tupper qui se permettait de formuler ces dénonciations.

L'honorable M. LOUGHEED: Je crois que le très honorable sénateur a admis avec lui que le gouvernement n'avait pas le droit de réclamer un excédent. Est-ce que le peuple du Canada consentira à la dépense colossale qui a été imposée au pays et qui doit être prise sur le revenu? Est-ce qu'il consentira à ce que notre revenu soit détourné de la circulation où il devrait être, pour l'immobiliser dans des dépenses qui devraient être prises sur le capital? Consentira-t-il à créer une crise sur le marché financier, dont nous souffrons dès à présent? Comme je l'ai déjà dit, le Canada doit nécessairement être un des pays qui empruntent de l'argent. Jusqu'à ce que nos grandes entreprises aient été terminées, le Canada doit lancer des emprunts sur les grands marchés monétaires, y négocier ces emprunts et employer cet argent à faire des améliorations dans le pays. Mais nous voyons le gouvernement d'aujourd'hui imposer au peuple une taxe, et pour quelle fin? Pour faire face aux dépenses que le gouvernement fait pour le pays? Non pas; mais en réalité pour payer les énormes dettes que nous avons contractées récemment. Est-ce que le peuple de notre pays va consentir à l'augmentation des taxes qui lui seront imposées, si cette politique doit continuer d'être mise en application? Il nous faut faire face aux dépenses qu'entraînera la construction du Grand-Tronc-Pacifique et qui s'élèveront à plus de cent millions de dollars. Est-ce que le pays, comme l'indique le discours du trône, va assumer cette responsabilité immense? J'oserais dire que pas une autorité financière